



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE | Nouveaux membres, nouvelle impulsion, Point de Contact consolide sa stratégie de développement

Paris, le 12 mars 2019 – En ce premier trimestre 2019, après l'annonce récente de l'adhésion de JeuxVideo.com, ce sont non moins de cinq nouveaux membres qui viennent apporter leur soutien à Point de Contact dans la lutte contre les contenus illicites en ligne. Outre l'arrivée de Snapchat et Verifrom au sein de la structure, Point de Contact accueille deux membres observateurs du Ministère de l'Intérieur à travers la Préfecture de Police (PP) et la Délégation ministérielle aux industries de sécurité et à la lutte contre les cybermenaces (DMISC), ainsi qu'un membre honoraire en la personne qualifiée de Mick Moran, ancien directeur adjoint d'INTERPOL, en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants. L'association Point de Contact poursuit ainsi sur sa lancée en élargissant la composition de ses membres et en consolidant sa stratégie de développement.

### **Avec Snapchat, écoute, modération et bonnes pratiques**

Aujourd'hui, Snapchat est utilisé par des millions de personnes chaque jour pour rester en contact avec leurs amis, s'exprimer et découvrir le monde. La Société souhaite fournir un environnement à la fois sûr et divertissant. Elle modère les contenus publics publiés par des médias, des personnalités, et les Stories publiques de ses utilisateurs. Cette modération est organisée par ses équipes internes et ses partenaires professionnels. Snap Inc. a également conçu, directement au sein de l'application, un parcours de signalement des contenus illicites simple et lisible. Suite à son adhésion au code de conduite de l'Union européenne, Snap Inc., en rejoignant Point de Contact, marque une étape supplémentaire dans son action contre les contenus illicites en ligne.

Emmanuel Durand, Directeur Général de Snapchat en France : *« Nous sommes fiers de rejoindre Point de Contact et de réfléchir ensemble à la façon de construire des environnements dans lesquels les utilisateurs se sentent en sécurité. Nos produits sont élaborés en partant du respect de l'utilisateur et de sa vie privée : nous avons conscience de notre responsabilité et souhaitons avoir un impact positif. »*

### **Avec Verifrom, la mise en place d'une boîte à outils pour le signalement**

Editeur français de solutions spécialisées contre la cybercriminalité, Verifrom intègre Point de Contact. Fort de son expérience auprès de Signal Spam notamment, Verifrom fait ainsi bénéficier l'association de son expertise pour développer des outils en matière de lutte contre la cybermalveillance et cybercriminalité. Cela correspond à une préoccupation centrale de Point de Contact, à savoir placer l'internaute au cœur du dispositif de signalement en mettant à disposition des outils pertinents, innovants et efficaces qui aideront les internautes à réagir vite et à signaler simplement, rapidement et anonymement tout contenu « choquant » rencontré lors de leur navigation. *« En facilitant l'implication des internautes dans les actions que mène Point de Contact, nous renforçons notre action dans la lutte contre la cybercriminalité, indique Emmanuel Sellier, Président de Verifrom. C'est une réelle satisfaction de pouvoir mettre à profit nos savoir-faire pour le développement de Point de Contact avec l'ensemble de ses partenaires. »*

### **Auprès des autorités, comme « tiers de confiance »**

Reconnue comme « tiers de confiance », l'association Point de Contact joue, depuis plus de vingt ans, un rôle déterminant dans le tri et la transmission des signalements pertinents aux autorités. Ces dernières peuvent ensuite diligenter une enquête si nécessaire. Prévenir, enquêter et innover, c'est justement la feuille de route du Ministère de l'Intérieur pour relever le défi des cybermenaces, avec des enjeux économiques et sociétaux de taille, et au premier plan, la lutte contre les contenus illicites. A ce titre, le partenariat avec les acteurs du numérique continue de progresser. En rejoignant l'association avec deux membres observateurs - la DMISC et la Préfecture de Police, le Ministère de l'Intérieur suivra ainsi de plus près le travail de Point

de Contact, aussi dans ses actions de coopération à l'échelle européenne et internationale, comme membre fondateur d'INHOPE, pour la suppression des images d'abus sexuels sur mineurs.

*« L'Association Point de Contact est un des membres fondateurs du groupe de contact permanent mis en place par Bernard Cazeneuve après les attentats terroristes de janvier 2015, précise la Délégation ministérielle aux industries de sécurité et à la lutte contre les cybermenaces (DMISC). Piloté par la DMISC, il réunit les opérateurs de l'Internet et les autorités des ministères concernés dans un double objectif : améliorer le retrait des contenus illicites sur Internet et favoriser le retour d'information vers les enquêteurs en réponse à une réquisition judiciaire, en priorité dans les affaires de terrorisme. »*

*« Depuis les années 2000, la Préfecture de Police a noué un partenariat institutionnel avec l'association Point de Contact afin de promouvoir et relayer les actions menées dans le cadre de la prévention de la délinquance sur Internet, explique le préfet de Police Michel Delpuech. Cependant, ces dernières années, les cybermenaces ont évolué à un rythme soutenu et sont désormais caractérisées par de nouveaux contenus à caractère terroriste, haineux, raciste, antisémite, et anti-LGBT+ notamment sur les réseaux sociaux. L'existence de plus en plus prégnante de ces cybermenaces conduit la préfecture de Police à renforcer son partenariat avec Point de Contact en s'engageant au sein du conseil d'administration de l'association, afin de poursuivre et intensifier la lutte contre ces formes aggravées de cybercriminalité et mieux protéger les internautes. »*

### **Mick Moran, comme conseiller stratégique**

Mick Moran, ancien directeur adjoint d'INTERPOL, en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, rejoint Point de Contact, en tant que membre honoraire et en qualité de conseiller stratégique. Membre de la police irlandaise – An Garda Síochána, figure reconnue et voix qui compte dans la lutte mondiale pour la suppression des images d'abus sexuels sur mineurs, il a récemment publié [une tribune](#) pour mettre en lumière le travail difficile des professionnels de l'ombre qui visionnent les contenus pour en exiger le retrait, si manifestement illicites. *« Permettre aux enfants d'accéder à Internet comporte des avantages énormes. Toutefois, avertit Mick Moran, expert international des questions liées à l'exploitation sexuelle des enfants, ceci ne devrait pas occulter un constat simple : une fois sur la toile, les enfants sont exposés de fait à tout et n'importe quoi, et deviennent la proie potentielle d'individus qui souhaitent les exploiter à des fins abjectes. Il nous appartient donc à tous - société civile, puissance publique et secteur privé de faire en sorte que leur expérience en ligne soit la plus positive possible et qu'ils puissent y naviguer en toute sécurité. C'est pourquoi je suis ravi de rejoindre Point de Contact et ses membres et de m'associer à leurs efforts dans ce sens. »*

### **Une coopération resserrée : l'humain, l'intelligence collective aux avant-postes**

Les cinq nouveaux membres de Point de Contact font tous autorité dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité et les contenus illicites. Ils viennent en renfort des membres hautement qualifiés et compétents, déjà présents dans la structure. Pour leur connaissance des enjeux numériques, ils permettront à Point de Contact de repérer et de capitaliser sur les bonnes pratiques. *« C'est une étape importante, une impulsion et une accélération dans le développement de Point de Contact, et surtout la validation de nos choix stratégiques, d'avoir un focus aussi fort sur la technologie que sur l'humain »,* note Quentin Aoustin, Directeur des Opérations de Point de Contact.

C'est un début d'année particulièrement riche pour l'association Point de Contact. En janvier, elle lançait au Forum International de la Cybersécurité de Lille, aux côtés des autorités et autres partenaires, un livre blanc intitulé *« [Pédopornographie et propagande terroriste en ligne : traitement des contenus illicites et protection des professionnels](#) »*. S'ensuivait, à Berlin, la présentation de ce même document de référence, dans sa [version anglaise](#), lors de la réunion de travail d'INHOPE qui rassemble une quarantaine de pays membres, tous unis dans la lutte contre la diffusion d'images d'abus sexuels sur mineurs. Puis, ce fut le *Safer Internet Day* le 5 février avec les activités du consortium Safer Internet France, le déploiement d'un bouton de signalement, [téléchargeable sous la forme d'une extension de navigateur](#), et [l'annonce conjointe du ralliement de JeuxVideo.com](#) en sa qualité d'hébergeur de forums de discussion.

### **A propos de Point de Contact**

Fondée en 1999, [Point de Contact](#) est une association loi 1901. Soutenue par la Commission européenne à travers le programme *Safer Internet*, l'association s'est rapidement imposée comme une référence auprès des autorités dans le traitement des signalements de contenus choquants et manifestement illicites en ligne. Point de Contact lutte contre les images de violences sexuelles sur enfants, l'incitation à la haine et au terrorisme sur Internet et les réseaux sociaux. Membre fondateur du réseau international de points de signalement INHOPE, Point de Contact œuvre aux côtés de ses partenaires à l'échelle européenne et mondiale pour la suppression des images d'abus sexuels sur mineurs. Enfin,

Point de Contact s'investit pour la reconnaissance et la protection des professionnels exposés au quotidien aux contenus violents. Suivez l'actualité de Point de Contact sur [Twitter](#), [Facebook](#) ou [LinkedIn](#).

**À propos de Safer Internet France ([www.saferinternet.fr](http://www.saferinternet.fr))**

*Safer Internet France* est le volet France du programme Safer Internet soutenu par la Commission européenne et déployé dans 31 pays. Le consortium *Safer Internet France* est composé de trois lignes d'action distinctes : [NetEcoute](#), numéro vert national pour la protection des mineurs sur Internet (0800 200 000) opéré par l'Association e-Enfance, [Point de Contact](#), service national de signalement en ligne des contenus illicites, [Internet sans Crainte](#), campagne nationale pour accompagner les jeunes dans une meilleure maîtrise de leur vie numérique, opérée par Tralalere.

**Contact Presse**

Sarah Jane Mellor

[presse@pointdecontact.net](mailto:presse@pointdecontact.net)